

CE MONDE QUI BOUGE

Ecologie, la planète
en danger

Les premières conclusions du rapport des spécialistes mondiaux du climat, qui se sont réunis à huis clos à Bruxelles, donnent froid dans le dos. D'ici la fin du siècle, le réchauffement de la planète augmentera de 2 à 4%.

Par Hassane Zerrouky



Plus précisément, si des mesures de réduction d'émission de gaz ne sont pas prises, le changement climatique attendu avec certitude se traduira dans les décennies à venir par une raréfaction des ressources en eau, une dégradation des milieux naturels et l'extinction de nombreuses espèces vivantes. Il se répercutera sur l'agriculture, la santé, l'habitat et l'économie. Pour le président du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), Rajendra Pachauri, la fonte des glaciers dans l'Arctique, où le rythme du réchauffement est deux fois plus rapide qu'ailleurs, menacera l'Asie du sud, tandis que l'Afrique sub-saharienne verra les sécheresses s'étendre et s'aggraver. Et dans le nord du continent africain, fait observer Kamel Djemouai, le représentant algérien, «le désert remonte vers le nord. Mais les solutions ne sont pas dans les mains des pays en développement».

Concrètement, on assistera à la disparition partielle des banquises, une fonte des glaciers de l'Himalaya, des famines en Afrique provoquées par une sécheresse d'une ampleur jamais atteinte et par le recul des terres arables et cultivables, l'engloutissement d'atolls du Pacifique. Le Bassin méditerranéen pourrait devenir aride, affirment les experts, et, surtout, cet ensemble de faits entraînerait des mouvements de population sans précédent fuyant la misère et la famine.

Dans un premier temps, pour les pays du Nord, cette augmentation des températures est «tout bénéf» ! Mais, préviennent les experts, elle sera de courte durée car le potentiel agricole qui augmentera sensiblement s'effondrera dans les décennies suivantes.

Par ailleurs, le réchauffement de la planète n'est nullement une punition divine. Elle est le fait de l'homme, la hausse des températures à laquelle on assiste est due à l'augmentation de la concentration dans l'atmosphère de gaz à effet de serre (GES), issue principalement de la combustion des énergies fossiles, qui entraînera notamment une élévation du niveau des océans, niveau qui bouleversera, par ailleurs, la vie des habitants de la plupart des deltas du monde. Et dans ce cas d'espèce, certains pays sont plus pollués que d'autres. Ainsi en est-il des Etats-Unis et de l'Australie, épinglés par les experts. Ces deux pays ont refusé de signer l'accord de Kyoto prévoyant que les pays industrialisés réduisent de 20% les émissions de gaz d'ici 2020. Et à un degré moindre la Chine. Si l'Union européenne (UE) s'est engagée à réduire ses émissions de gaz, en pratique, ses engagements tardent à être concrétisés. Car la réduction des émissions de gaz implique des investissements importants pour financer la mise en œuvre de technologies non polluantes. Or, pour l'heure, pour les grands groupes industriels, ces investissements sont incompatibles avec la logique néo-libérale capitaliste qui préside à leur fonctionnement. Pour eux, tout investissement doit être rentable financièrement. Aussi, dans la concurrence effrénée que se mènent ces grands groupes pour se partager le marché mondial, l'écologie est, elle, le dernier de leurs soucis. Seul un rapport de force citoyen à l'échelle mondiale peut certainement conduire les gouvernements des pays riches capitalistes à contraindre ces multinationales polluantes à réduire les émissions de gaz.

En ce qui concerne nos pays, rien ne sert d'organiser des prières pour faire venir la pluie puisque chacun sait d'où vient le problème de la sécheresse. En revanche, il faut sensibiliser les enfants dès l'école à la préservation de l'environnement par l'introduction de cours d'éducation écologique. Le pays en a bien besoin quand on sait dans quel état se trouve une ville comme Alger, l'une des plus polluantes du Bassin méditerranéen.

H. Z.

SON AMBASSADEUR VIENT DE L'AFFIRMER
«L'Europe ne craint pas une Opep
du gaz»

La création d'une organisation des pays producteurs et exportateurs de gaz, à l'image de l'Opep, n'inquiète pas l'Union européenne. L'ambassadeur de la Commission européenne à Alger, Wolfgang Plasa, invité hier du Forum d'El Moudjahid, a exprimé plutôt un sentiment de quiétude devant une telle éventualité, expliquant que «avec ou sans une Opep du gaz, on ne changera pas la rigidité du marché du gaz» et que, par ailleurs, «il est plus facile de négocier en tant que consommateurs regroupés et producteurs également regroupés».

Sofiane Ait Iflis - Alger (Le Soir) - Le diplomate européen, qui répondait à une question relative à la rencontre des pays producteurs de gaz le 9 avril prochain à Doha où, peut-être, serait évoquée l'idée de création d'une organisation, a affirmé qu'«il ne faut surtout pas s'imaginer que l'Union européenne a peur d'une Opep du gaz. Cela ne devra pas changer le panorama actuel». L'ambassadeur de l'UE à Alger trouve que la difficulté rencontrée par la Sonatrach à opérer en tant qu'intervenant dans la distribution du gaz en Espagne n'a pas de quoi surprendre. «L'Algérie n'est pas membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Elle n'a pas aussi complété le chapitre de l'accord d'association relatif aux services.

Alors que pour avoir accès aux marchés, il est impératif de s'intégrer dans le système de commerce international», a-t-il indiqué.

Plasa a rappelé, au passage, que l'offre communautaire, européenne, autrement dit, relative à la libéralisation des services est toujours sur la table. Il a aussi fait remarquer que l'Algérie figure parmi les derniers pays à avoir signé l'accord d'association et reste donc le pays qui a le moins profité du processus de Barcelone. Cependant, après la signature de l'accord d'association, il y a deux années, la coopération entre l'Union et l'Algérie devra davantage s'améliorer. Le conseil d'association, programmé pour le 24 avril prochain au Luxembourg, se penchera, a révélé l'ambassadeur,



sur l'harmonisation du dialogue avec l'Algérie. «Le conseil d'association, le second après celui tenu l'année passée, mettra en place des sous-comités qui donneront vie à l'accord d'association. Des aspects tels que la lutte contre le terrorisme et la lutte contre le blanchiment d'argent seront prises en charge dans le cadre de ces sous-comités», a révélé M. Plasa, précisant, cependant, que les questions des droits de l'homme et des libertés politiques ne sont pas inscrites à l'ordre du jour de ce conseil d'association. L'ambassadeur européen a relevé que, du côté algérien, beaucoup de craintes sont nourries à l'égard de l'accord d'asso-

ciation. «Je crains que la réaction ne soit pas la bonne, notamment celle qui consisterait à maintenir et prolonger le protectionnisme étatique». Relativement au dossier de l'immigration, le diplomate européen a considéré que l'Union ne se referme pas. «L'Europe ne se referme pas. Seulement elle n'a pas une capacité d'absorption illimitée. Elle doit avoir une politique d'immigration et qui dit politique dit sélection. L'Europe est pour une immigration légale.» Plasa a estimé que, par rapport à la création d'un marché maghrébin, la solution pourrait être dans une intégration selon le modèle européen.

S. A. I.

UTILISATION DE CANALISATIONS EN PLASTIQUE

POUR L'AEP

Bientôt un règlement technique

Le secrétaire général de l'Association des fabricants de tubes en plastique (AFTP), Saïd Bouhouche, a déploré, hier, l'absence d'un document officiel dans le secteur de l'hydraulique régissant les aspects techniques liés à la pose, au matériau utilisé et à la qualité des tubes utilisés pour l'alimentation en eau potable (AEP). Intervenant lors d'un séminaire sur «la technologie et le processus d'extrusion pour l'industrie du tube en matière plastique» organisé par le bureau d'Alger de l'Institut italien pour le commerce extérieur, Saïd Bouhouche a souligné que cette situation se traduit aujourd'hui encore par l'utilisation de conduites de façon aléatoire et qui souvent ne répondent pas aux normes techniques. Un état de fait qui se traduit par la multiplication des accidents tels que l'infiltration des eaux usées dans le réseau d'alimentation en eau potable dû surtout à la mauvaise qualité des tubes et conduites fabriqués avec des matériaux douteux. Et par souci

de combler ce vide juridique et mettre fin à ces pratiques, le ministère des Ressources en eau a lancé en 2004 un projet pour l'élaboration d'un document sur le règlement technique propre aux canalisations en plastique des AEP. Ce document a été adopté par la commission technique permanente composée de représentants des ministères des Travaux publics, des Ressources en eau et de l'Habitat. La publication de ces textes dans le *Journal officiel* est imminente. Ce nouveau règlement devra en effet renforcer le contrôle des opérations de pose des canalisations d'AEP ainsi que l'homologation des équipements et des matériaux utilisés qui doivent répondre aux normes en vigueur.

Il y va de la santé des citoyens. Pour revenir à la rencontre didactique d'hier, celle-ci avait pour objectif de présenter aux professionnels algériens du secteur de la plasturgie les dernières technologies italiennes en matière de

transformation du plastique dans plusieurs secteurs d'activité. Les producteurs italiens de machines pour matière plastique et caoutchouc sont leaders au niveau mondial, en se maintenant à la seconde place pour la production et les exportations dans le classement international du secteur, derrière les constructeurs allemands.

Le bilan du secteur s'est donc amélioré et la tendance positive a été perceptible à partir du deuxième semestre de l'année 2006, durant lequel la demande provenant de l'étranger de technologies "made in Italy" s'est renforcée et qu'en décembre 2006, elle a atteint +3,8% sur les 12 derniers mois. Il est important de signaler que l'Algérie est l'un des premiers clients de l'Italie en matière plastique et caoutchouc pour la fabrication et le fonctionnement des machines industrielles. Au courant de l'année 2006, les exportations italiennes vers l'Algérie dans ce secteur ont atteint plus de 38,5 millions d'euros soit une

augmentation de 17% par rapport à l'année 2005. Le volume des importations des machines destinées à la transformation du plastique a dépassé les 13 millions d'euros. Ceci démontre surtout l'intérêt que porte l'Italie au marché algérien du plastique et du caoutchouc qui est en pleine expansion. Il est à rappeler que l'Association des producteurs de machines de transformation plastique et du caoutchouc (Assocomplast) n'en est pas à sa première initiative en Algérie puisque en janvier 2006, une conférence de présentation de l'édition 2006 du Salon international de l'industrie des plastiques et du caoutchouc, qui se déroule tous les deux ans à Milan, avait été organisée. Il est à noter qu'une formation de 15 jours est prévue durant le mois de juin prochain à Milan pour les professionnels de la plasturgie. Six Algériens seront sélectionnés pour y prendre part.

Loffi M.